

[Texte]

through Iran and Syria into Iraq, and that at least some of those elements are capable of continuing and strengthening the war potential there for quite a while, notwithstanding that there may be shortages of civilian products.

We do not have any report that I have heard from the United Nations Security Council Monitoring Committee. There has been an independent report from Harvard that I have heard about, but I have not seen. Do you have any information for us relating to the effectiveness or ineffectiveness of the sanctions?

Ms Janis Alton (Voice of Women): I just came back from the United Nations last week, where I was attending the amendment conference, which we have not had a chance to link here, and I was able to pick up a number of public documents. There are private documents as well, but these are public documents, so they should be readily available to Members of Parliament. They were the product of the sanction review committee's work. These are quite early documents, one month after the imposition of sanctions. These are dated September 6, 1990, and they clearly imply that neighbouring countries were having hardships. The purpose of documenting, of course, is to implement the necessary economic assistance to those countries that are suffering, but conversely I think we can imply from those documents that the grip must be being felt by Iraq similarly.

I have those documents here, but for your further information, since Canada, until December 31, 1990, by virtue of being a member of the Security Council was also a member of the UN Sanctions Monitoring Committee, it should have those documents. Mr. Clark certainly should have access to those assessment documents.

Mr. Heap: Mr. Clark did not dispute that sanctions are having some effect. He disputed that they are having any effect on the war-making capacity and will. In other words, people may be short of rice or whatever, but there is no observable effect on the military capacity and therefore no reason to believe, he argues, that they will deter continued military action by Saddam. What you said only goes as far as Clark agrees. You have not indicated whether there are reports. I am sorry I do not have these reports. If you have them, I would be interested in making copies. Do you specifically have reports indicating that the sanctions are biting into the military capacity of the Iraqi government?

• 1705

Ms Lambert: Bill Robinson has things to add as well. Do you want to answer quickly so that Bill can also answer?

Ms Alton: All right. I will just give you a document I composed a couple of days ago. It has at the bottom of it the name of the current chair of the sanctions monitoring committee. You could give him a telephone call.

Mr. B. Robinson: The public testimony of the director of the Central Intelligence Agency, William Webster, is that sanctions are having an effect on the military strength of the Iraqi forces, and in particular will have an effect on their air

[Traduction]

je ne me souviens plus trop quoi encore, les produits alimentaires, j'imagine—se rendent jusqu'en Irak en passant par l'Iran et la Syrie et qu'au minimum, une partie de ces produits suffisent à alimenter l'effort de guerre pendant un certain temps, même si des pénuries se font jour dans le secteur civil.

Je n'ai pas encore vu le rapport du comité de surveillance du Conseil de sécurité des Nations unies à ce sujet. J'ai entendu parler d'un rapport publié indépendamment par Harvard, mais je ne l'ai pas vu. Avez-vous des renseignements à nous donner sur le degré d'efficacité des sanctions?

Mme Janis Alton (Voice of Women): Je suis rentrée la semaine dernière après avoir assisté au siège des Nations Unies à la conférence sur les amendements, que nous n'avons pas eu la possibilité de rattacher ici à notre action, et j'ai pu recueillir à cette occasion un certain nombre de documents publics. Il y a aussi le document privé, mais il s'agit là de documents publics que les députés devraient pouvoir facilement se procurer. Ils émanent du comité d'analyse des sanctions. Ce sont des documents qui ont été publiés très tôt, un mois après l'imposition des sanctions. Ils sont datés du 6 septembre 1990 et laissent entendre très clairement que les pays voisins éprouvent des difficultés. Le but de l'opération est bien entendu de justifier l'apport d'une aide économique indispensable à ces pays qui souffrent des sanctions, mais je pense aussi que l'on peut en déduire que l'Irak doit lui aussi en ressentir les effets.

J'ai ici ces documents, mais pour votre gouvernement, étant donné que le Canada, en sa qualité de membre du conseil de sécurité est aussi depuis le 31 décembre 1990 membre du comité de surveillance des sanctions des Nations unies, il doit nécessairement avoir lu aussi ces documents. Monsieur Clark a certainement dû avoir accès à ces documents d'évaluation.

M. Heap: Monsieur Clark n'a pas contesté que les sanctions ont un certain effet. Il a contesté qu'elles exercent un effet quelconque sur la capacité et la volonté de faire la guerre. Autrement dit, il se peut très bien que la population manque de riz, par exemple, mais il n'y a aucun effet observable sur la capacité d'intervention militaire et, en conséquence, il n'y a aucune raison de penser, à son avis, qu'elles empêcheront Saddam de poursuivre son action militaire. Ce que vous nous dites ne contredit pas les déclarations de Clark. Vous ne nous avez pas dit si c'était des rapports. Je suis au regret de ne pas avoir ces rapports. Si vous les avez, j'aimerais bien pouvoir en faire une copie. Avez-vous des rapports qui nous indiquent que les sanctions ont un effet sur la capacité d'intervention militaire du gouvernement iraquien?

Mme Lambert: Bill Robinson a aussi des choses à ajouter. Pouvez-vous répondre rapidement pour que Bill puisse aussi donner une réponse?

Mme Alton: Très bien. Je vous donnerai simplement un document que j'ai rédigé il y a deux jours. On y trouve en bas le nom du président actuel du comité de surveillance des sanctions. Vous pouvez lui téléphoner.

M. B. Robinson: Selon le témoignage public du directeur de la CIA, William Webster, les sanctions ont un effet sur la puissance militaire des forces iraqiennes et, plus précisément, auront un effet sur les forces aériennes de ce pays et sur leur